



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18-21 novembre 2019

Distribution: générale	Point 11 de l'ordre du jour
Date: 4 octobre 2019	WFP/EB.2/2019/11-A*
Original: anglais	Questions diverses
* <i>Nouvelle parution pour raisons techniques le 21 novembre 2019</i>	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes et du PAM en Colombie, du 11 au 18 mai 2019¹

¹ Nouvelle parution pour raisons techniques (PAM seulement). Les conseils d'administration des autres fonds et programmes ont examiné ce document à leur deuxième session ordinaire respective, en septembre 2019.

Coordonnatrice responsable:

Mme H. Spanos
Secrétaire du Conseil d'administration
Division du Secrétariat du Conseil d'administration
tél.: 066513-2603



20 août 2019

Français

Original : anglais

Pour information

**Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/
Fonds des Nations Unies pour la population (United Nations
Population Fund, UNFPA)/
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux
projets (United Nations Office for Project Services, UNOPS)
Conseil d'administration**

**Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(United Nations Children's Fund, UNICEF)
Conseil d'administration**

**Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et
l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)
Conseil d'administration**

**Programme alimentaire mondial (PAM)
Conseil d'administration**

Conseil d'administration du PNUD/de l'UNFPA/de l'UNOPS
Deuxième session ordinaire de 2019
3 au 6 septembre 2019 (New York)
Conseil d'administration d'ONU Femmes
Deuxième session ordinaire de 2019
9 et 10 septembre 2019 (New York)

Conseil d'administration de l'UNICEF
Deuxième session ordinaire de 2019
11 au 13 septembre 2019 (New York)
Conseil d'administration du PAM
Deuxième session ordinaire de 2019
18 au 22 novembre 2019 (Rome)

Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF, d'ONU-Femmes et du PAM en Colombie, du 11 au 18 mai 2019

I. Contexte

A. Présentation générale de la visite

1. La visite sur le terrain en Colombie des membres des conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du PAM s'est déroulée du 11 au 18 mai 2019. Composée de 22 membres des conseils d'administration, la délégation était dirigée par S.E. M. Hisham Mohamed Badr,

Ambassadeur et Représentant permanent de l'Égypte auprès des organismes des Nations Unies à Rome et Président du Conseil d'administration du PAM. Elle comprenait également pour la première fois le Président du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, le Président du Conseil d'administration de l'UNICEF et la Présidente du Conseil d'administration d'ONU-Femmes. La liste complète des membres de la délégation figure en annexe.

2. La visite sur le terrain avait pour but d'aider les membres des conseils d'administration à comprendre dans quelle mesure et de quelle façon les différents organismes des Nations Unies œuvrent ensemble en partenariat et en collaboration dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action" et avec d'autres parties, à savoir les institutions gouvernementales nationales et infranationales, les bénéficiaires, les organisations non gouvernementales (ONG), la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs du développement, en vue de contribuer aux priorités nationales en matière de développement, conformément notamment au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

3. Les deux premiers jours de la visite ont été consacrés à des échanges avec l'équipe de pays des Nations Unies, le Ministre par intérim et des hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, la Commission juridique du Congrès pour l'équité femmes-hommes et d'autres représentants du Gouvernement, ainsi que des représentants de donateurs et d'ambassades.

4. La délégation s'est scindée en deux pendant les trois jours suivants. Le premier groupe, mené par S.E. l'Ambassadeur Cho Tae-yul, Ambassadeur et Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, s'est rendu dans le département de Meta, tandis que le second, dirigé par l'Ambassadeur Hisham Mohamed Badr, a visité le département de Nariño.

5. À son arrivée à Villavicencio, dans le département de Meta, le mardi 14 mai 2019, la délégation a été chaleureusement accueillie par le maire, S.E. M. Wilmar Barbosa Rozo. Elle a assisté à une réunion d'information avec l'équipe locale de coordination et les représentants des Nations Unies sur le terrain. Ont ensuite eu lieu une réunion formelle avec le maire, M. Barbosa Rozo, puis un déjeuner avec les autorités régionales de Meta. L'équipe a par la suite visité le Parc de la Mémoire en hommage aux victimes du conflit armé ayant sévi dans le pays, puis rencontré un groupe de représentants des victimes et des membres du Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition. Le lendemain, elle s'est rendue dans le district de Mesetas en hélicoptère, où elle a visité les sites de projets productifs d'écotourisme pour la réintégration d'ex-combattants et une école communautaire et assisté à un dialogue sur la santé sexuelle et procréative avec la communauté locale, avant de se rendre dans les locaux d'une brigade de santé maternelle et infantile et dans une boulangerie gérée par des femmes. Après avoir été conviée à un excellent déjeuner avec le Conseil présidentiel en matière de stabilisation, elle est repartie à Villavicencio. Le jeudi, l'équipe a participé à un petit-déjeuner avec des représentants de l'Agence nationale de réintégration, l'Agence nationale du renouvellement territorial et l'Unité nationale d'aide aux victimes. Elle a visité le quartier "13 de Mayo", où elle a pu observer les effets de l'Initiative pour des solutions transitoires menée en faveur de la réinsertion des femmes victimes de déplacements. Après cela, la délégation s'est rendue dans le parc Las Malocas, où elle a rencontré des organisations de la société civile, des représentants des administrations locales et des bénéficiaires d'actions menées par les organismes des Nations Unies à l'appui de diverses plateformes au service de la paix et du développement durable. L'équipe a ensuite rencontré le Gouverneur du département de Meta. Elle a repris l'avion pour Bogota dans la soirée.

6. Le mardi 14 mai 2019, à son arrivée dans le département de Nariño, la délégation a participé à un petit-déjeuner avec des membres des autorités locales avant d'être emmenée au pont de Rumichaca séparant la Colombie et l'Équateur, où elle a pu observer l'intervention

intégrée menée pour faire face à l'arrivée de migrants, qui comprenait des initiatives dans les domaines de la santé mobile, de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ainsi qu'un projet d'espace d'accueil "ami des enfants". Ensuite, l'équipe s'est rendue dans un foyer d'accueil de migrants que gère l'organisation catholique Pastoral Social avec l'appui du PAM. À l'heure du déjeuner, la délégation a rencontré des représentants du projet binational financé par le Fonds pour la consolidation de la paix, qui visait à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à la protection des filles, des garçons, des adolescents et des jeunes provenant des régions frontalières. Elle a ensuite rencontré le Gouverneur de Nariño, M. Camilo Romero Galeano. Le lendemain, elle s'est entretenue avec l'équipe de coordination locale et le Groupe interorganisations sur les migrations avant d'être emmenée à la réserve naturelle de La Cocha, où le projet en faveur de territoires durables et adaptés lui a été présenté. L'après-midi, l'équipe a rencontré des membres d'organisations de la société civile qui mènent des projets défendant les droits des femmes, des enfants et des jeunes et des projets sur la consolidation de la paix. Elle a ensuite dîné avec les secrétaires du Bureau du Gouverneur. Le jeudi 16 mai 2019, l'équipe a rencontré des représentants de différents secteurs (santé, éducation, milieu universitaire, justice, secteur privé, sécurité alimentaire et nutrition, et changement climatique) et tenu une réunion-bilan avec les membres du bureau de la coopération internationale du Gouverneur, avant de reprendre l'avion pour Bogota.

7. Le dernier jour de la visite, la délégation a rencontré des représentants de la société civile et tenu une dernière réunion-bilan avec les représentants du Gouvernement.

8. À l'issue de cette visite, la délégation a formulé des recommandations axées sur: a) le renforcement de l'action des organismes des Nations Unies en Colombie; b) l'optimisation des travaux des conseils d'administration; et c) l'accroissement de l'efficacité des futures visites sur le terrain des conseils d'administration.

9. Ces mesures permettront en particulier de mieux comprendre comment les organismes des Nations Unies s'acquittent de leur mandat s'agissant de la réforme du système des Nations Unies pour le développement, la mise en œuvre des plans stratégiques et du chapitre commun des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et l'examen du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) en Colombie, et de maximiser l'effet des actions que les organismes des Nations Unies mènent ensemble.

10. La délégation a également rencontré divers bénéficiaires ainsi que des représentants d'ONG, de la société civile et d'États membres.

11. Les membres des conseils d'administration ont exprimé leur gratitude au Gouvernement colombien pour son hospitalité et sa disponibilité à prendre part à des échanges avec la délégation. Ils ont également salué chaleureusement l'équipe de pays des Nations Unies pour la bonne préparation de la visite conjointe sur le terrain, les secrétariats des conseils d'administration, qui leur ont accordé leur soutien en permanence, ainsi que tous les partenaires que la délégation a rencontrés pendant son séjour.

12. La délégation a salué et félicité le Gouvernement colombien pour sa solidarité et pour l'aide apportée aux migrants. La Colombie joue un rôle de premier plan dans l'adoption d'une politique d'ouverture des frontières et dans l'application de bonnes pratiques permettant de fournir des services aux migrants et un soutien aux communautés d'accueil dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'emploi et l'aide humanitaire. Lors de la visite sur le terrain dans le département de Nariño, la délégation a pu constater la participation des organismes des Nations Unies à l'intervention menée face à la migration mixte, en collaboration avec les gouvernements locaux, les ministères compétents, des organisations de la société civile et des organisations confessionnelles afin d'aider les communautés de migrants et les communautés d'accueil à accéder aux services de base et à la protection. Cette participation est une bonne illustration de la valeur ajoutée et du rôle moteur de ces organismes dans le cadre d'une intervention humanitaire coordonnée réunissant différents partenaires.

B. Présentation générale de la Colombie

13. La Colombie, qui est un pays à revenu intermédiaire de la taille de l'Espagne, de la France et du Koweït réunis, compte environ 48 millions d'habitants répartis dans 32 départements (provinces). Le Gouvernement actuel est dirigé par le Président Iván Duque Márquez.

14. Pour la première fois dans son histoire récente, la Colombie a aujourd'hui le potentiel d'être le théâtre d'un développement durable. Depuis 1948, la violence a des répercussions sur le développement du pays et sa situation politique, économique et sociale. Les femmes ont été particulièrement touchées par plus de cinq décennies de violence.

15. En novembre 2016, le Gouvernement colombien, sous la houlette du Président Juan Manuel Santos, et les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP) ont signé l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable. Dans sa résolution 2366 du 10 juillet 2017, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a mis en place la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie. Il revient à celle-ci de s'assurer de la réintégration des anciens membres des FARC-EP dans la vie politique, économique et sociale, et de veiller à ce qu'existent des garanties pour leur sécurité ainsi que celle des membres de leur famille et des communautés.

16. Le pays traverse une période de transition critique, tandis qu'il passe d'une situation de crise humanitaire à la paix et au développement durables. Les progrès sont toutefois entravés par de multiples facteurs, tels que la crise migratoire, les difficultés d'application de l'accord de paix final, la résurgence de groupes illégaux et une nouvelle dynamique de violence dans certaines régions, les besoins humanitaires liés aux mines terrestres et aux personnes déplacées, et d'autres problèmes structurels de développement comme la déforestation.

17. Au fil des trois dernières années, le processus de paix a jeté les bases du progrès économique et social en Colombie, mais il demeure fragile. Il faut redoubler d'efforts en vue de protéger la vie des figures de la société civile et autres responsables des communautés locales, et il convient de porter plus d'attention à la réintégration des ex-combattants, afin d'enrayer le réarmement, la résurgence de la violence et le retour à des circuits économiques illicites. Pendant la visite sur le terrain, les membres de la délégation ont noté une forte volonté de coexistence pacifique au sein de la population colombienne. En partenariat avec le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies aide de multiples façons à déterminer les capacités et les compétences nécessaires aux personnes réintégrées afin d'ouvrir de nouvelles voies vers la paix au moyen de projets de développement. Dans le département de Meta, les membres de la délégation ont pu mieux se rendre compte du travail de certains anciens combattants des FARC-EP qui participaient activement à différents projets de développement.

18. Dans le cadre de sa coopération avec la Colombie, le système des Nations Unies concentre ses efforts et ses ressources sur les populations les plus vulnérables, telles que les victimes du conflit armé, les migrants, les enfants, les adolescents, les jeunes et les femmes, en mettant fortement l'accent sur les communautés ethniques et la problématique femmes-hommes. Son action se fonde sur la protection et la promotion des droits de la personne pour assurer la viabilité de l'accord de paix et honorer l'engagement pris de ne pas faire de laissés-pour-compte.

C. Le système des Nations Unies en Colombie

19. La présence des Nations Unies en Colombie englobe 27 organismes, dont 22 résidents et 5 non résidents. L'équipe de pays des Nations Unies est très présente sur le terrain, avec plus de 170 bureaux répartis sur 67 sites dans toute la Colombie et 2 330 employés au total, dont 93 pour cent recrutés localement. En 2018, les organismes des Nations Unies ont mené à bien 61 initiatives conjointes. Ces initiatives ont permis à l'équipe de pays des Nations

Unies de lancer des actions qui ont contribué à décloisonner les piliers relatifs à l'aide humanitaire, au développement, à la paix et aux droits de la personne.

20. Les activités du système des Nations Unies en Colombie, placées sous la direction du Coordonnateur résident et bénéficiant de l'appui du bureau de celui-ci, couvrent un large éventail de domaines, notamment l'action humanitaire, le développement, la consolidation de la paix et les droits de la personne. Un Coordonnateur résident efficace est indispensable pour faire face aux problèmes complexes auxquels le pays se heurte.

21. Le PNUAD pour 2015-2019 est le cadre stratégique définissant dans les grandes lignes la contribution du système des Nations Unies en Colombie à la réalisation des objectifs et priorités nationaux en matière de développement énoncés dans le plan national de développement de la Colombie pour 2014-2018. Le PNUAD est axé sur: a) la croissance inclusive et durable; et b) la consolidation de la paix et la transformation pacifique des conflits.

22. Les travaux menés en Colombie par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies s'articulent autour de leurs propres plans stratégiques de pays, qui sont en phase avec le PNUAD et les priorités nationales de développement. Conformément à la réforme des Nations Unies et compte tenu de l'accent plus marqué qui est mis sur la programmation conjointe et la coordination entre les partenaires de l'équipe de pays des Nations Unies, cette dernière a commencé à établir un bilan commun de pays, élément clé du prochain PNUAD, qui couvrira la période 2020-2024.

II. Efficacité du système des Nations Unies en Colombie

A. Appui à la réalisation des priorités nationales de développement et des objectifs de développement durable, y compris la mise en œuvre du processus de paix

23. Les activités du système des Nations Unies en Colombie sont vastes et permettent de traiter une multitude de thèmes. Pendant la visite conjointe sur le terrain, la délégation s'est toutefois concentrée sur les piliers stratégiques du PNUAD pour 2015-2019: a) l'alignement global; b) la croissance inclusive et durable; et c) la consolidation de la paix et la transformation pacifique des conflits. Il est en outre important de noter qu'au moment de la visite les autorités colombiennes venaient juste de lancer le plan national de développement pour 2018-2022 intitulé "Pacte pour la Colombie, pacte pour l'équité", tandis que le système des Nations Unies élaborait le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (PCNUDD, 2020-2024).

a) Alignement global

24. La délégation a constaté l'existence de liens forts entre le travail des organismes des Nations Unies en Colombie et les priorités nationales de développement définies dans le plan national de développement de la Colombie pour 2014-2018: Tous ensemble pour un nouveau pays. Il ressort des discussions menées avec le Gouvernement et l'équipe de pays des Nations Unies que l'action entreprise actuellement par les fonds et les programmes des Nations Unies offre un socle solide en vue du renforcement de leur collaboration en Colombie, conformément au plan national de développement. La délégation a pu constater l'étroite relation de travail entre le Coordonnateur résident, l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission de vérification des Nations Unies et le Gouvernement colombien dans le cadre de tous les piliers majeurs: développement, aide humanitaire, paix et droits de la personne. Pendant la visite, elle a observé avec satisfaction les initiatives menées par l'équipe de pays des Nations Unies en étroite coordination avec les autorités nationales et locales (au niveau départemental et municipal, avec des ramifications au niveau local par l'intermédiaire des équipes locales de coordination) pour venir en aide aux populations les plus exclues et les

plus vulnérables, en prêtant une attention particulière aux enfants, aux femmes, aux populations autochtones, aux migrants et aux populations déplacées, tout en travaillant avec les autorités nationales et locales compétentes à la réinsertion socioéconomique des ex-combattants des FARC-EP.

25. La délégation constate les efforts déployés par l'équipe de pays des Nations Unies afin d'utiliser ses avantages comparatifs pour aider le Gouvernement colombien à mettre en œuvre des initiatives et des stratégies intersectorielles conformément au principe consistant à ne laisser personne de côté, en particulier dans les régions rurales du pays et dans d'autres zones difficiles d'accès. Grâce à sa forte présence dans tout le pays et à la coordination multisectorielle, le système des Nations Unies soutient l'action que le Gouvernement colombien a engagée pour consolider son rôle dans les zones les plus reculées, les plus vulnérables et les plus touchées par le conflit. L'équipe de pays des Nations Unies, sous la houlette du nouveau Coordonnateur résident, doit tout mettre en œuvre pour veiller à ce que la programmation conjointe interorganisations soit renforcée et concorde avec les priorités du Gouvernement et des administrations locales, en mettant l'accent sur les avantages comparatifs et la mise à profit conjointe de la présence solide du système des Nations Unies sur le terrain pour aider la Colombie: i) à réaliser les objectifs de développement durable (ODD); ii) à mieux protéger les droits fondamentaux de la personne dans ces régions; iii) à appuyer la mise en œuvre de l'accord de paix final; et iv) à contribuer à l'intégration sociale et économique des populations déplacées, des ex-combattants des FARC-EP, des victimes de catastrophes naturelles et des populations de migrants, notamment dans les zones frontalières, tout en fournissant une assistance efficace aux Colombiens retournant chez eux.

26. Le Gouvernement colombien a été très ferme quant à la nécessité de favoriser la pérennisation des résultats et d'appuyer le développement des capacités nationales dans tous les projets dirigés ou soutenus par le système des Nations Unies. Il estimait que les organismes des Nations Unies pourraient faire plus d'efforts pour que les programmes répondent aux demandes et aux priorités nationales. Le but serait de renforcer la prise en main et la direction des activités par le pays en augmentant les capacités, et de faire en sorte que la Colombie soit davantage en mesure d'atteindre ses ODD et de mettre en œuvre son plan national de développement pour 2018-2022 approuvé récemment. Le Gouvernement a également souligné qu'il importait que les organismes des Nations Unies continuent de travailler de manière collaborative et cohérente. La délégation a insisté sur le fait que ces organismes devraient s'appliquer à communiquer efficacement avec le Gouvernement colombien afin de faire concorder leurs programmes avec les priorités des autorités nationales et locales. Le PCNUDD pour 2020-2024, qui est en cours d'élaboration, offre l'occasion d'encadrer les initiatives interorganisations visant à aider la Colombie à utiliser la logique de la complémentarité des mandats et à optimiser les ressources.

27. À l'échelle départementale, les autorités des départements de Nariño et de Meta ont salué le rôle du système des Nations Unies. La collaboration avec des partenaires internationaux a été fondamentale et l'action des organismes des Nations Unies a été jugée bien coordonnée. La présence de ces organismes sur le terrain est le signe de l'importance que l'équipe de pays des Nations Unies accorde à la prise en main des activités par les autorités locales, tout en renforçant les capacités sur place au moyen d'interventions interdépendantes – interventions menées dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, de la protection de l'enfance, de la sécurité alimentaire et de la prise en compte systématique de la problématique femmes-hommes, et interventions de renforcement des capacités des organisations sociales et autochtones en matière de conception et de mise en œuvre de politiques publiques axées sur la consolidation de la paix et la réalisation des ODD. Grâce à leur action au niveau local, les organismes des Nations Unies ont été mieux à même de comprendre le contexte local et de contribuer à remédier aux difficultés particulières de ces départements. L'équipe de pays des

Nations Unies a joué un rôle de premier plan dans le renforcement de la fonction des autorités départementales et municipales en tant que principaux prestataires de services.

28. Compte tenu de la complexité et de l'évolution rapide de la situation et du caractère durable de la migration, l'un des principaux défis est de passer d'un contexte d'aide humanitaire à un contexte de développement. Dans le cadre de la plateforme régionale au service de l'intervention relative à la migration mise en place par le Secrétaire général, les organismes des Nations Unies collaborent avec le Gouvernement colombien ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et locales afin de trouver une solution, notamment au moyen d'interventions menées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection, de l'assistance alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, et de l'information.

b) Croissance inclusive et durable

29. Malgré le rapide recul de la pauvreté ces dix dernières années, le taux de pauvreté en Colombie reste supérieur à la moyenne de l'Amérique latine. De fortes disparités persistent de longue date entre les zones urbaines et rurales.

30. La croissance inclusive et durable est une priorité absolue pour le Gouvernement colombien et un domaine dans lequel le système des Nations Unies concentre son appui. En collaboration avec d'autres acteurs du développement – institutions financières internationales, secteur privé et société civile, notamment –, les organismes des Nations Unies aident la Colombie à créer les conditions propices à une croissance inclusive qui contribuerait à réduire les fractures économiques, sociales et environnementales qui font obstacle au développement durable.

31. Le système des Nations Unies travaille avec le Gouvernement colombien en investissant dans des projets productifs visant à renforcer les initiatives économiques et sociales axées sur les territoires, l'égalité des sexes et les groupes ethniques, et en appuyant la réintégration des ex-combattants, notamment grâce à des activités rémunératrices.

c) Femmes, jeunes et enfants

32. Pour faire progresser le processus de paix et parvenir à une croissance inclusive et durable en Colombie, il est primordial de créer un environnement porteur pour les femmes et les filles à la faveur de mesures axées sur l'autonomisation économique, l'éducation, la santé sexuelle et procréative, la protection des droits de la personne et l'égalité des sexes, de faire reculer la violence sexiste, notamment le harcèlement sexuel, l'exploitation et les atteintes sexuelles, de faire diminuer le nombre de féminicides et de réduire la violence à l'encontre des enfants. La Commission juridique pour l'équité femmes-hommes a souligné la nécessité d'éduquer les femmes et de les former à l'entrepreneuriat pour contribuer à réduire la violence dont elles sont victimes. Le système des Nations Unies et ses partenaires de développement, dont le Gouvernement colombien, sont déterminés à œuvrer dans ce sens.

33. La délégation s'est réjouie d'apprendre que le Gouvernement colombien donnait l'exemple en assurant la promotion de l'égalité des sexes. Pour la première fois en Colombie, l'administration comporte un cabinet de la parité des sexes, ce qui témoigne d'un changement de culture dans le pays. Les femmes représentent 19,7 pour cent des membres du Congrès. Le système des Nations Unies a été invité à faire de même en assurant une représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les responsables des divers organismes intervenant en Colombie.

34. Pendant le demi-siècle qu'a duré le conflit armé en Colombie, les violences sexuelles étaient très répandues et étaient commises en toute impunité. De nombreuses femmes se sont retrouvées veuves et ont dû prendre soin seules de leur famille nucléaire, ce qui englobait dans de nombreux cas la famille élargie. La délégation s'est félicitée de constater que des femmes assumaient le rôle de chef de famille et œuvraient en faveur du processus de paix.

35. Le système des Nations Unies continue d'appuyer les efforts déployés en faveur de la représentation et de la participation des femmes à tous les niveaux du Gouvernement, car cela contribue à renforcer la démocratie en Colombie et à autonomiser les femmes, améliorant ainsi le développement humain et brisant les stéréotypes entourant les rôles incombant aux femmes et en hommes, tout en pérennisant le processus de paix.

36. La Colombie abrite le plus grand bureau de pays d'ONU-Femmes en Amérique latine. Cette entité est considérée comme un partenaire et un allié essentiels pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes en Colombie. Tout en continuant à donner des conseils techniques, elle renforce actuellement sa participation à la programmation conjointe et son rôle moteur en la matière. La délégation a constaté que les femmes jouaient un rôle actif en tant qu'agents du changement en Colombie, qu'employées d'organismes des Nations Unies, que bénéficiaires de projets ou au sein du Gouvernement. Dans le département de Nariño, ONU-Femmes travaille en partenariat avec des ONG locales sur des projets visant à combattre la violence sexiste et à accroître la participation des femmes à la vie politique, y compris lors des élections locales, tandis que, dans le département de Meta, l'une des grandes priorités consiste à promouvoir la budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes. La formation des jeunes femmes pour qu'elles puissent comprendre et faire valoir leurs droits fondamentaux constitue également un élément d'importance.

37. Dans le département de Meta, le système des Nations Unies, par l'intermédiaire d'ONU-Femmes, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du PNUD, de l'UNICEF, de la Mission de vérification des Nations Unies, du FNUAP, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres partenaires, contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles. Pour ce faire, il met en œuvre une budgétisation tenant compte de la problématique femmes-hommes dans des politiques et des projets publics destinés à réduire la prévalence de la violence sexiste, à établir des modèles intégrés sur le plan local qui facilitent l'accès au Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition, et à améliorer le respect des droits des femmes dans le cadre de la participation citoyenne à la consolidation de la paix.

38. Les jeunes et les enfants représentent tout à la fois le présent et l'avenir de la Colombie. Pour soutenir le processus de paix, il est essentiel de faire respecter les droits des enfants, de s'attaquer à la pauvreté multidimensionnelle, de protéger les enfants contre toutes les formes de violence et d'abus et de collaborer avec les communautés pour faire en sorte que tous les enfants et les adolescents vivent dans un environnement sûr. L'espoir de la Colombie future repose sur la bonne santé et l'éducation des jeunes et des enfants. Pour accéder à l'autosuffisance sociale et économique, les jeunes et les enfants colombiens doivent donc avoir accès à des services de santé, de nutrition et d'éducation de qualité – notamment aux compétences de la vie courante, à une éducation inclusive et à une éducation complète sur la sexualité – et bénéficier d'une protection.

39. Dans le département de Meta, le projet conjoint du PNUD, de la FAO, d'ONU-Femmes, du HCR, de l'UNICEF et du PAM, coordonné par l'Agence du renouvellement territorial et le Système national Pastoral Social de l'archevêché, qui visait à accélérer la mise en œuvre de plans de développement en suivant une démarche locale, illustre clairement l'assistance globale fondée sur l'expérience de chaque organisme des Nations Unies. La délégation a constaté que l'approche participative adoptée lors de la conception et de la mise en œuvre de ce projet – qui aide d'anciens membres des FARC-EP à rebondir socialement et économiquement au moyen de modèles différents destinés à leur donner confiance et à promouvoir la cohésion sociale tout en veillant à ce que la communauté, en particulier les enfants, ait accès aux services de base et à la sécurité alimentaire – est une stratégie susceptible d'apporter un soutien aux communautés, de renforcer leurs compétences en matière d'organisation et de promouvoir la réconciliation et la coexistence pacifique là où

des lieux de réinsertion et de formation ont été mis en place. Ces organismes sont invités à continuer de renforcer leur collaboration au niveau local et à revoir certaines de leurs stratégies et les dispositifs grâce auxquels ils pourraient aider le Gouvernement colombien à faire appliquer les lois protégeant les femmes et à permettre à celles-ci de venir à bout de la violence et de participer à toutes les sphères de la vie économique. Il s'agirait notamment d'assurer la formation de plus de femmes à l'entrepreneuriat, de donner aux jeunes et aux enfants accès à des services de santé et d'éducation de qualité et de transposer à plus grande échelle les programmes de repas scolaires pour améliorer la santé et la nutrition des enfants. Les participants se sont également rendus sur le site du Programme territorial conjoint pour la confiance et la paix, mené par l'UNICEF, le PNUD, ONU-Femmes et la FAO avec l'appui du projet Santé pour la paix, que dirigent l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le FNUAP à Mesetas, dans le département de Meta. Ce programme a clairement montré qu'il était possible d'élaborer une proposition axée sur la communauté, la famille et l'école, qui aide les enfants à éviter les redoublements et à poursuivre leur scolarité et renforce les capacités éducatives.

40. Dans le département de Nariño, la délégation a constaté l'interaction positive de l'UNICEF, d'ONU-Femmes, du HCR et du Programme des Volontaires des Nations Unies avec les autorités locales et nationales ainsi qu'avec la société civile et les communautés autochtones et afrodescendantes dans le cadre de la mise en œuvre du projet binational mené conjointement avec l'Équateur pour renforcer les capacités institutionnelles au service de la protection des enfants et des adolescents victimes des violences et des conflits armés dans les zones frontalières. Les interventions visant à créer un environnement protégeant contre toutes les formes de violence, notamment la violence sexiste ainsi que le recrutement et l'utilisation des enfants par des groupes armés organisés, mettent en évidence la synergie et la collaboration qui existent entre les organismes des Nations Unies pour renforcer la protection des moyens dont les enfants, les adolescents et les jeunes disposent pour participer à la consolidation de la paix sur leur propre territoire. Les délégués ont été particulièrement impressionnés par l'utilisation de stratégies participatives visant à donner aux adolescents et aux jeunes les moyens de surmonter les principaux obstacles les empêchant de réaliser leurs droits.

d) Agriculture

41. Pour instaurer une paix et une sécurité alimentaire durables en Colombie, il est indispensable de dynamiser l'agriculture. Près de la moitié des 2,7 millions d'agriculteurs colombiens vit dans la pauvreté. Le système des Nations Unies aide notamment les petits producteurs à parvenir à la résilience économique.

42. La délégation a rencontré un certain nombre d'agriculteurs à Meta, dont la plupart étaient des femmes. Parmi leurs préoccupations figuraient les conflits relatifs à l'utilisation des terres et au régime foncier, la privatisation des sources d'eau qui limite l'accès à l'eau, et les problèmes d'accès aux marchés pour leurs produits en raison de l'état déplorable des routes.

43. Dans le département de Nariño, la délégation s'est rendue sur le site du projet conjoint du PNUD et du PAM en faveur de territoires durables et adaptés, qui vise à aider les producteurs locaux à s'adapter aux effets des changements climatiques et à remettre en état les écosystèmes locaux. Ce projet met l'accent sur le renforcement des capacités des communautés locales, en aidant notamment les agriculteurs à adapter leur production de sorte qu'elle puisse être vendue sur les marchés locaux. Dans le cadre de ce projet, 44 agriculteurs ont reçu un certificat d'adaptation aux changements climatiques.

44. Le système des Nations Unies et ses partenaires facilitent le travail et le regroupement des organisations paysannes, améliorant leurs capacités techniques, la qualité de leurs produits et leurs capacités de commercialisation, et donnant plus de poids à l'agriculture

individuelle et associative. Lors de la visite sur le terrain, les membres de la délégation se sont inquiétés de la tendance à la déforestation, qui perturbe l'écosystème en Colombie, en particulier dans les campagnes.

45. Le programme de substitution des cultures inscrit dans l'accord de paix, en vertu duquel le Gouvernement colombien incite les producteurs de coca à opter pour d'autres cultures, a connu certains revers, et pourrait au bout du compte conduire des familles à reprendre la culture de la coca et donc à en augmenter la production. Pour que le programme de substitution des cultures soit efficace, il est très important de créer des débouchés socioéconomiques, en particulier dans le secteur agricole. Dans cette optique, l'équipe de pays des Nations Unies pourrait tirer parti de son savoir-faire pour transposer à plus grande échelle l'appui apporté.

e) Crise des migrants

46. L'arrivée d'environ 1,2 million de migrants vénézuéliens et de 400 000 Colombiens revenant d'autres parties de la région exerce beaucoup de pression sur les systèmes nationaux et les municipalités, en particulier à proximité de la frontière équatorienne. Depuis 2017, la population de la Colombie a augmenté de 4 pour cent sous l'effet des migrations. Le pays est également touché par le phénomène des migrations dites "pendulaires", à savoir les migrants qui passent la frontière pour obtenir des services. L'absence de papiers est un gros problème pour les migrants, qui entrave leur capacité à travailler. L'équipe a observé de nombreux migrants à Ipiales, et a appris que la population de migrants comptait un nombre croissant de familles avec enfants, d'enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, de personnes âgées et de personnes handicapées.

47. Avec l'aide d'ONU-Femmes, du PAM, de l'UNICEF, de l'OPS/OMS, du FNUAP, du HCR et de l'OIM, le système des Nations Unies appuie les efforts faits par le Gouvernement colombien pour répondre aux besoins des migrants en leur donnant accès à de la nourriture, à l'éducation et à des services de soins de santé de base.

48. Dans le cadre de leur projet axé sur un espace d'accueil "ami des enfants", l'UNICEF et le PAM fournissent des services de santé aux enfants et à leurs parents, notamment des vaccinations et un soutien nutritionnel et psychosocial, ainsi qu'une assistance sous la forme de lots alimentaires. Entre août 2018 et mai 2019, ce projet a permis de venir en aide à plus de 55 600 enfants et mères. L'espace d'accueil "ami des enfants" offre également un environnement sûr pour l'alimentation au sein, le rétablissement émotionnel, la promotion du développement de la petite enfance et l'identification des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Compte tenu du nombre croissant de migrants, les organismes ont indiqué qu'ils avaient du mal à répondre aux besoins concernant la mise en place d'infrastructures adéquates, l'accès aux médicaments et la mise en œuvre d'un système d'établissement de rapports épidémiologiques. Ils élaborent des systèmes de partage des données avec l'Équateur sur la santé des migrants. Les organismes des Nations Unies travaillent également avec les services de santé locaux pour concevoir des interventions à faible coût et durables en vue de répondre aux besoins des migrants en matière de santé et d'éducation.

49. Le PAM gère un foyer de migrants en partenariat avec l'organisation catholique Pastoral Social. Des repas y sont distribués chaque jour à quelque 250 migrants; en outre, environ 2 000 personnes en transit par mois bénéficient d'une aide juridique, de soins psychosociaux et de soins de santé. Les responsables communautaires vénézuéliens jouent un rôle de chef de file dans le foyer.

50. Les équipes de pays des Nations Unies de la Colombie et de l'Équateur travaillent de concert sur un projet financé par le Fonds de consolidation de la paix, qui est mis en œuvre par ONU-Femmes, le HCR et l'UNICEF. Lancé en 2019, ce projet novateur vise à coordonner les mesures prises afin de faire face aux problèmes transfrontaliers communs

pour renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à la protection des filles, des garçons, des adolescents et des jeunes provenant des régions frontalières.

51. Les donateurs sont instamment invités à accroître les financements alloués, afin que les organismes des Nations Unies qui aident les migrants et les personnes retournant chez elles puissent développer leurs interventions de manière à aider le Gouvernement colombien à faire face à la crise. L'UNICEF a indiqué que les financements alloués suite à son appel ne représentaient que 21 pour cent des fonds nécessaires.

f) Consolidation de la paix et transformation pacifique des conflits

52. L'appui à l'instauration et à la consolidation de la paix en Colombie concerne tous les domaines d'action du système des Nations Unies et a des effets concrets sur les personnes touchées et déplacées par le conflit. Présents en Colombie depuis plusieurs décennies, les organismes des Nations Unies appuient des projets s'attaquant aux causes et aux conséquences du conflit armé, conformément au principe selon lequel il n'y a pas de paix sans développement, et pas de développement sans paix. Les interventions ciblent les plus vulnérables pour veiller à ce que nul ne soit laissé de côté.

53. La Mission de vérification des Nations Unies en Colombie contrôle et vérifie l'application de l'accord de paix, joue un rôle crucial en supervisant la réintégration des ex-combattants dans la vie politique, économique et sociale tout en veillant à leur sécurité individuelle et collective, et travaille en partenariat avec les organismes des Nations Unies, afin d'offrir des moyens d'existence à des milliers d'ex-combattants. Dans le cadre du mécanisme tripartite, le système des Nations Unies a contribué à instaurer un climat de confiance entre les deux parties au processus de paix en désamorçant les tensions pendant des périodes de fragilité au sortir du conflit.

54. Les organismes des Nations Unies participent à plusieurs projets de consolidation de la paix par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies, lequel représente une alliance stratégique importante entre le Gouvernement colombien, le système des Nations Unies et la communauté internationale, qui œuvrent ensemble pour faire progresser le programme de paix et de stabilisation au sortir du conflit en Colombie. Utilisé dans le cadre de l'application des accords de paix, ce Fonds appuie les projets liés à la stabilisation à l'issue d'un conflit et les mesures de renforcement de la confiance. Il a contribué à réduire le risque de voir apparaître de nouveaux cycles de conflit et de violence ainsi qu'à rétablir un climat de confiance dans les zones touchées.

55. L'action des organismes des Nations Unies en faveur de la consolidation de la paix est principalement axée sur la réduction de la violence et la promotion d'un règlement pacifique du conflit, le renforcement de la participation de la société civile, la gouvernance locale, les mesures de préparation et la mise en œuvre de l'accord de paix, la mise en place d'un Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition ainsi que le rétablissement des droits des victimes.

56. La délégation a rencontré des bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires des Nations Unies, qui sont pour la majorité des femmes et des enfants. Elle a pu constater que ce Fonds contribuait à améliorer les conditions de vie et à aider les victimes du conflit armé à saisir la justice. Elle a également vu comment ce Fonds appuyait de petits projets d'infrastructure privilégiés par les communautés, qui avaient une incidence positive sur la vie de chacun grâce à la création d'emplois, à la génération de revenus et au renforcement de la confiance dans le processus de paix.

57. La délégation a salué l'importance des contributions des femmes au processus de paix en Colombie. Celles-ci avaient pris part à la négociation de l'accord de paix et jouent un rôle déterminant en mobilisant la population en faveur du processus de paix.

B. Partenariats et collaboration

58. Les organismes des Nations Unies collaborent avec un large éventail de partenaires, notamment avec le Gouvernement et les administrations locales, les bénéficiaires, les ONG et des organisations de la société civile, des États membres, le secteur privé et d'autres acteurs du développement.

Unité d'action des Nations Unies

59. Dans le cadre de la démarche "Unis dans l'action", les organismes, fonds et programmes des Nations Unies travaillent en synergie entre eux et avec le Gouvernement colombien. Le PNUAD pour 2015-2019 a favorisé une forte appropriation nationale et la prise en main des activités par le Gouvernement. Grâce au Coordonnateur résident, dont les attributions ont évolué, et à une équipe de pays des Nations Unies de grande taille œuvrant de manière cohérente et coordonnée, les organismes des Nations Unies en Colombie travaillent de concert à l'élaboration d'un PNUAD "de nouvelle génération" pour 2020-2024, conforme au plan national de développement durable, tenant compte du lien entre action humanitaire, paix et développement, et répertoriant de nouvelles possibilités de programmation conjointe. La coopération interorganisations est solide et les organismes des Nations Unies mènent conjointement des analyses du contexte et des missions sur le terrain.

Gouvernement national et administrations locales

60. Le système des Nations Unies est un partenaire stratégique et d'exécution important et apprécié pour le Gouvernement colombien, et ce à tous les niveaux. Les autorités nationales dirigent et gèrent le processus du PNUAD. Conformément au principe d'"unité d'action", les organismes des Nations Unies doivent assurer une planification et une coordination conjointes avec les autorités nationales, afin de veiller à ce que le PNUAD pour 2020-2024 soit axé sur la demande et que l'équipe de pays soit dûment présente en Colombie pour apporter un concours plus efficace et de meilleure qualité à l'appui de la réalisation des ODD, et ce à tous les niveaux des pouvoirs publics. À l'avenir, il sera essentiel d'entretenir un dialogue ouvert avec le Gouvernement colombien pour maintenir avec lui des relations solides et assurer conjointement le suivi de la mise en œuvre du PNUAD.

Bénéficiaires

61. La délégation a pu rencontrer plusieurs bénéficiaires et évoquer certains points avec eux. Ces témoignages ont permis d'obtenir de première main des renseignements sur le travail du système des Nations Unies et l'incidence de son action, y compris ce qui fonctionne correctement et ce qu'il conviendrait d'améliorer, ainsi que de mettre en perspective les débats tenus au plus haut niveau des Nations Unies et les décisions prises dans ce contexte. Les observations en retour des bénéficiaires sur la participation du système des Nations Unies étaient globalement positives. Des exemples ont été donnés de la façon dont il contribue à l'autonomisation des populations locales, notamment sur le plan de l'entrepreneuriat.

62. La délégation a pu observer directement des projets qui ont aidé des personnes déplacées à réintégrer la société et à acquérir une indépendance économique et financière. Elle s'est rendue dans plusieurs entreprises florissantes qui avaient bénéficié de fonds d'amorçage alloués par le PNUD et le HCR.

63. La délégation a témoigné du nombre important de cheffes d'entreprise. Pour nombre d'entre elles, ce n'était pas un choix, mais plutôt une voie qu'il leur fallait suivre pour prendre soin de leur famille. L'action du système des Nations Unies contribuait à transformer l'existence de ces familles. La délégation a également pu constater l'importance de la participation des adolescents et des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix au niveau local, ainsi que la mobilisation des communautés autochtones.

Organisations non gouvernementales et organisations de la société civile

64. Les ONG et les organisations de la société civile jouent un rôle important en appuyant la concrétisation des priorités de développement de la Colombie. Un certain nombre d'ONG

et d'organisations de la société civile locales œuvrant dans différents domaines ont donné des informations sur la situation à la délégation, à la faveur d'une rencontre informelle. Elles ont engagé le système des Nations Unies à s'employer davantage à renforcer l'égalité des sexes, les institutions qui contribuent à l'autonomisation des femmes et les mécanismes de suivi permettant de garantir les droits des enfants et des jeunes, et à continuer de prôner le dialogue entre les différents niveaux des administrations publiques et le peuple colombien, afin de maintenir la confiance dans le processus de paix. Elles ont également invité les organismes des Nations Unies à transposer à plus grande échelle leurs dispositifs de coordination avec les ONG et les organisations de la société civile, pour renforcer le lien entre l'action humanitaire et le développement durable, et parvenir notamment à la sécurité alimentaire.

États membres

65. Les États membres jouent un rôle important à l'appui de la concrétisation des priorités nationales de développement et en tant que partenaires des Nations Unies. Lors d'une rencontre informelle, la délégation s'est entretenue avec un certain nombre de hauts diplomates pour échanger des vues, notamment sur la façon dont le système des Nations Unies pouvait améliorer son action sur le terrain.

66. La délégation a entendu des observations positives sur l'action des organismes des Nations Unies en Colombie. Des partenariats solides entre États membres et organismes des Nations Unies ont été décrits. Le système des Nations Unies a été enjoint d'adopter une démarche holistique, en améliorant la coordination et la cohérence entre organismes.

67. L'équipe de pays des Nations Unies a indiqué avoir constaté une certaine "lassitude des donateurs". À l'issue du conflit armé, les organismes des Nations Unies ont eu des difficultés à rassembler suffisamment de ressources pour faire face à la crise migratoire actuelle.

Secteur privé et autres acteurs du développement

68. Dans le département de Nariño, la délégation a rencontré des représentants du secteur privé local qui travaillent en partenariat avec ONU-Femmes pour accroître la participation des femmes au marché du travail et les aider à comprendre leurs droits et à les faire valoir. Des membres de l'Université de Nariño ont présenté à la délégation le réseau de recherche créé pour contribuer à mettre au point des indicateurs ventilés par sexe pour les travaux de recherche, en vue d'influer sur l'élaboration des politiques.

III. Recommandations

69. À la lumière de ces réflexions sur l'efficacité de l'action des organismes des Nations Unies en Colombie, et compte tenu du fait qu'il n'existe aucune solution toute faite, la délégation a formulé un certain nombre de recommandations axées sur: a) le renforcement de l'action des organismes des Nations Unies en Colombie; b) l'optimisation des travaux des conseils d'administration; et c) l'accroissement de l'efficacité des futures visites sur le terrain des conseils d'administration.

a) Renforcement de l'action des organismes des Nations Unies en Colombie

Recommandation 1

70. Continuer d'améliorer l'aptitude des membres de l'équipe de pays des Nations Unies en Colombie à être unis dans l'action, en tirant parti des avantages comparatifs et en réduisant les chevauchements au niveau des activités. Une collaboration efficace entre les divers organismes en Colombie est primordiale. L'équipe de pays doit envisager d'accroître la programmation conjointe dans le prochain PNUAD. Elle devrait s'appliquer à communiquer efficacement avec le Gouvernement colombien afin de faire concorder ses programmes avec les priorités des autorités nationales et locales. Elle pourrait commencer par insérer sur son site Web des liens vers le prochain PNUAD, tous les descriptifs de programme de pays propres aux différents organismes des Nations Unies, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le plan national de développement établi par le Gouvernement.

Responsabilité: équipe de pays des Nations Unies.

Recommandation 2

71. Mettre fortement l'accent sur la pérennisation des résultats et sur le développement des capacités nationales, en s'appuyant notamment sur les enseignements tirés des programmes et projets existants. Il peut s'agir, par exemple, de prendre systématiquement en compte les ODD, le développement des capacités locales et les aspects régionaux; de renforcer les liens entre les programmes axés sur l'action humanitaire, la consolidation de la paix, la prise en compte de la problématique femmes-hommes et le développement.

Responsabilité: équipe de pays des Nations Unies.

Recommandation 3

72. Continuer d'adopter des démarches novatrices en matière de programmation pour traiter les questions transfrontalières. L'équipe de pays est en particulier encouragée à continuer de travailler avec son homologue en Équateur, en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'utilisation du Fonds binational pour la consolidation de la paix. Elle doit veiller à ce que le nouveau PCNUDD donne un aperçu des possibilités de programmation conjointe, et prendre conscience que les programmes conjoints binationaux nécessitent des fonds supplémentaires.

Responsabilité: équipe de pays des Nations Unies.

Recommandation 4

73. Élaborer une stratégie permettant de diffuser largement les résultats. Les organismes des Nations Unies obtiennent d'excellents résultats dans les pays, mais la délégation a constaté la visibilité limitée de ces résultats en dehors de l'équipe de pays. La stratégie de communication définira les grandes lignes à respecter afin d'informer et de sensibiliser en continu sur la mission et le rôle des organismes des Nations Unies pour aider le pays hôte à mieux comprendre la mission de l'équipe de pays des Nations Unies.

Responsabilité: équipe de pays des Nations Unies.

b) Optimisation des travaux des conseils d'administration

Recommandation 5

74. Faire en sorte que les conseils d'administration comprennent mieux la situation à l'échelle du pays, et particulièrement les questions transversales essentielles telles que l'action humanitaire et le développement ou encore la problématique femmes-hommes, notamment en organisant des réunions d'information plus dynamiques et interactives lors des sessions des conseils et des rencontres informelles; en profiter pour renforcer le travail concerté mené par les organismes des Nations Unies; mobiliser le Coordonnateur résident,

l'équipe de pays des Nations Unies, les responsables des divers organismes dans le pays, les partenaires locaux et les responsables politiques, selon qu'il convient; et relier davantage les descriptifs de programme de pays des différents organismes au PCNUDD plus large lorsqu'ils sont présentés aux conseils d'administration pour approbation.

Responsabilité: secrétariats des conseils d'administration.

c) Accroissement de l'efficacité des futures visites sur le terrain des conseils d'administration

Recommandation 6

75. Renforcer l'efficacité et l'effet des visites sur le terrain, notamment en établissant des objectifs stratégiques plus précis et en approfondissant le dialogue avec l'équipe de pays des Nations Unies, le Coordonnateur résident et tous les partenaires concernés. Lors des visites sur le terrain, la délégation devrait avoir la possibilité d'observer comment l'équipe de pays des Nations Unies met en œuvre la réforme du système des Nations Unies pour le développement au niveau des pays, et elle pourrait en tirer profit.

Responsabilité: secrétariats des conseils d'administration en partenariat avec les équipes de pays des Nations Unies.

IV. Conclusion

76. La délégation souhaite adresser ses plus sincères remerciements au Gouvernement colombien, au Coordonnateur résident par intérim, à l'équipe de pays des Nations Unies et au PAM, en sa qualité d'organisme de coordination, pour tous les efforts faits pour donner un large aperçu du travail des organismes des Nations Unies en Colombie, pour la chaleur de leur accueil et pour avoir fait de cette visite un déplacement fructueux et percutant.

77. Le principal objectif de la visite a été atteint, à savoir évaluer l'efficacité du système des Nations Unies en Colombie s'agissant d'appuyer la réalisation des priorités nationales en matière de développement et des objectifs de développement durable, ainsi que les partenariats et la collaboration. La délégation attend avec intérêt que soient examinées les recommandations formulées et qu'il y soit donné suite.

Annexe: Liste des participants

Région/ organisme	PNUD/FNUAP/UNOPS	UNICEF	ONU-Femmes	PAM
Afrique	M. Edgar SISA Ministre conseiller, Mission permanente du Botswana auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. M. Omar HILALE Président du Conseil d'administration de l'UNICEF, Ambassadeur et Représentant permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. Mme Koki Muli GRIGNON Vice-présidente du Conseil d'administration d'ONU-Femmes, Ambassadrice et Représentante permanente adjointe, Mission permanente du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. Hisham Mohamed BADR* Président du Conseil d'administration du PAM, Ambassadeur et Représentant permanent de la République arabe d'Égypte auprès des organismes des Nations Unies, Rome *Chef de la délégation
		Mme Nawal Ahmed Mukhtar AHMED Conseillère, Mission permanente de la République du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York		
Asie et Pacifique	S.E. M. CHO Tae-yul Président du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, Ambassadeur et Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. M. Masud BIN MOMEN Vice-président du Conseil d'administration de l'UNICEF, Ambassadeur et Représentant permanent de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	M. Marwan Ali Noman AL-DOBHANY Conseiller et Représentant permanent adjoint du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. Mohammad HOSSEIN EMADI Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du PAM et du Fonds international de développement agricole, Rome
	M. Sylvain KALSAKAU Ministre conseiller et Représentant permanent adjoint de la République de Vanuatu auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York			

Région/ organisme	PNUD/FNUAP/UNOPS	UNICEF	ONU-Femmes	PAM
Europe orientale	S.E. Mme Besiana KADARE Vice-présidente du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, Ambassadrice et Représentante permanente de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	M. Miroslav KLÍMA Ministre conseiller et Représentant permanent adjoint de la République tchèque auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. Mme Katalin Annamária BOGYAY Vice-présidente du Conseil d'administration d'ONU-Femmes, Ambassadrice et Représentante permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	M. Evgeny VAKULENKO Premier secrétaire, Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et des autres organismes des Nations Unies, Rome
Amérique latine et Caraïbes	Mme Flor DE LIS VASQUEZ MUÑOZ Conseillère, Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	M. Omar CASTAÑEDA SOLARES Ministre conseiller et Représentant permanent adjoint du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. Mme Penelope Althea BECKLES Présidente du Conseil d'administration d'ONU-Femmes, Ambassadrice et Représentante permanente de Trinité-et-Tobago auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	S.E. Mme Karla Gabriela SAMAYOA RECARI Ambassadrice et Représentante permanente du Guatemala auprès des organismes des Nations Unies, Rome
Europe occidentale et autres États	Mme Melina LITO Conseillère principale chargée des politiques, Mission permanente du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	M. Daniel GIMENEZ Conseiller, Mission permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	Mme Rosemary O'HEHIR Deuxième secrétaire, Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York	M. Marcus A. JOHNSON Conseiller en matière de développement, Mission des États-Unis auprès des organismes des Nations Unies, Rome
Secrétariats des conseils d'administration	M. Jordi LLOPART Secrétaire	Mme Hai Kyung JUN Secrétaire	M. Jean-Luc BORIES Secrétaire	Mme Harriet SPANOS Secrétaire
	Mme Elena KASKO Spécialiste des questions relatives au Conseil d'administration et à la gouvernance, FNUAP			Mme Sarah COLBOURNE Administratrice auxiliaire auprès du Conseil d'administration
	M. Dragan MICIC Chef d'équipe, Bureau de liaison de l'UNOPS à New York			Mme Elisa GRIFONI Assistante de gestion